Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 DÉCEMBRE 1874.

Budget du Ministère des Affaires Étrangères pour l'exercice 1875 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. PETY DE THOZÉE.

MESSIEURS,

Les allocations votées pour l'exercice 1874 montent à 1,595,480 francs. Le projet de Budget pour 1875 s'élève, avec les amendements présentés par le Gouvernement, à la somme de 1,619,050 francs. C'est une majoration de 23,550 francs. En passant en revue les divers chapitres du Budget, nous examinerons spécialement les articles pour lesquels un crédit plus élevé que les années précédentes est sollicité.

Nous rendrons compte, en même temps, des observations faites par les sections, qui toutes ont adopté le projet de Budget à l'unanimité; deux membres se sont abstenus dans la 5^{me} section; un membre, dans la 6^{me}.

CHAPITRE 1^{er}.

ADMINISTRATION CENTRALE.

Le Gouvernement propose une augmentation de 10,500 francs à l'article 2, pour organiser le service des archives d'une manière régulière et solide.

Les archives, simple bureau créé en 1865, ont été érigées en division par le nouveau règlement d'organisation du Département des Affaires Étran-

(1) Budget n^o 97, V (session de 1875-1874).

Amendements du Gouvernement, n^o 7.

(2) La section centrale présidée par M. THIBAUT, était composée de MM. LEFEBVRE, DE ZÉREZO DE TEJADA, PETY DE THOZÉE, WOESTE, DE SMET, et VAN ISEGHEM.

gères. Pour cette division et pour celle des ordres, il devait y avoir un seul commis. Il ne s'agissait pas, déclarait le Gouvernement à la section centrale du Budget de 1875, d'organiser une division des archives avec un renfort de personnel; la mesure ne devait avoir d'autre effet que d'attribuer, au fonctionnaire chargé de cette branche de service, un grade et un traitement en rapport avec les connaissances qu'il doit posséder et les affaires dont il est appelé à s'occuper.

La section centrale de cette époque a pensé, comme le Gouvernement, que les vraies économies ne sont pas celles que l'on fait sur la qualité des agents; elle a voté le crédit sollicité pour que le grade de chef de division pût être donné au fonctionnaire chargé de la direction du service des archives, en même temps que de travaux historiques et politiques.

Vous avez lu, dans la note explicative des amendements au Budget, des renseignements assez développés sur la réorganisation proposée du bureau des archives. La section centrale a demandé des explications plus précises et plus complètes. Elle a reçu la réponse suivante :

« Il est évident que *toutes* les archives du Département des Affaires Étrangères ne doivent pas être comprises dans la classification proposée, ni surtout faire l'objet d'analyses développées. Les correspondances des directions de la chancellerie et de la comptabilité, celles mêmes des directions de la politique et du commerce, qui ont simplement un caractère contentieux ou ne concernant que des intérêts personnels et temporaires (extraditions. Chambres de commerce, Sociétés anonymes, encouragements de toute nature) sont destinées à disparaître au bout d'un certain laps de temps. Ces archives continueront à être traitées comme elles le sont actuellement, par les directions compétentes, au seul point de vue de la facilité de l'expédition des affaires. Mais il en est tout autrement des correspondances soit purement politiques, soit politico-commerciales : celles-ci doivent être conservées indéfiniment, et il faut que le maniement en demeure facile, quel que soit le nombre des pièces et si éloignée qu'en puisse être la date d'origine. Dans cet ordre de documents, tout est important; aucun ne peut être annulé, ni livré à des chances prochaines de destruction. Ce sont ces archives seules qui doivent faire l'objet d'un nouveau travail de classement et d'analyse.

» Même limités aux documents de cette dernière catégorie, les papiers d'État réunis au Département des Affaires Étrangères forment déjà un dépôt très-vaste. Ils sont actuellement dispersés dans huit places différentes, où ils remplissent de grandes armoires ou occupent de nombreux rayons. Une partie, notamment la plus ancienne, a dû être reléguée, faute d'espace, dans les greniers. Évaluer la quantité de pièces ou de fardes dont se composent les dossiers politiques et commerciaux de l'espèce, serait chose impossible; on resterait probablement au-dessous de la vérité en portant à 500 le nombre des dossiers formés, renfermant, en moyenne, de 500 à 1,000 pièces chacune. Dans l'état actuel du classement et des inventaires, il n'est pas de recherche dans les archives remontant à cinq ou six ans ou au delà, qui n'impose généralement l'examen d'un millier de pièces.

» La plupart des États de l'Europe ont adopté, depuis longtemps, un sys-

tème de classement régulier de leurs archives politiques; partout on dresse des tables, on rédige des inventaires, on transforme les dossiers en volumes. Le Gouvernement a ouvert, sur ces divers points d'organisation, une enquête détaillée; il a fait prendre par ses agents diplomatiques des renseignements à Paris comme à Londres, à Berlin comme à Vienne. Le but de ces démarches est d'arrêter, en toute connaissance de cause, un plan qui réponde à toutes les exigences d'un bon service d'archives, et fasse disparaître des inconvénients graves et fréquemment constatés. Déjà quelques informations sont arrivées; avant la fin de l'année, le Gouvernement possédera tous les éléments d'une enquête approfondie sur la matière. Alors sera venu le moment de fixer définitivement les bases essentielles du travail qu'il s'agit d'entreprendre. La section centrale peut être assurée qu'on ne négligera aucune précaution pour que ce travail s'exécute dans les conditions à la fois les plus satisfaisantes et les moins onéreuses pour le pays. »

Il est d'une haute importance que les archives politiques du Département des Affaires Étrangères soient mises dans un ordre parfait, qui peut seul rendre les recherches faciles. En même temps on assurera la conservation de papiers politiques qui ont pour la nation la valeur des actes de l'état civil pour les citoyens.

Mais faut-il trois ou quatre fonctionnaires nouveaux pour accomplir cette tâche? La section centrale ne l'a pas pensé. Elle s'est rendu compte aussi exactement que possible de l'étendue du travail; elle a pris pour point de comparaison les classements faits dans nos dépôts d'archives provinciales par un personnel peu nombreux, et elle a jugé que deux commis suffiraient amplement, qu'ils pourraient, dans le délai de dix ans dont on parle, dépouiller et classer toutes les archives politiques du Département.

En outre, comme l'observation en a été faite déjà par la section centrale du Budget de 1873, la division des archives peut trouver d'utiles auxiliaires dans les attachés de légation adjoints à l'Administration centrale. Pourquoi ne pas leur confier, le plus souvent possible, les recherches historiques, la revue de la presse étrangère, le classement et l'analyse des dossiers politiques? Ces travaux seraient une excellente école pour les débutants dans la carrière; ils ne sont pas au-dessus des aptitudes des jeunes diplomates, et comme ils n'exigent pas une besogne parfaitement suivie et régulière, on peut les demander à des fonctionnaires qui font seulement un court séjour à l'Administration.

Le crédit de 10,500 francs proposé par le Gouvernement est décomposé en deux parts : une dépense ordinaire et permanente de 5,500 francs, que nous acceptons, et une allocation temporaire de 5,000 francs, que la section centrale, par quatre voix contre une, propose de rejeter.

Dans la pensée du Gouvernement, ce dernier crédit devait du reste disparaître, lorsque les archives de la période de 1850 à 1860 seraient classées; mais on sait avec quelle facilité les crédits temporaires passent à la colonne des charges ordinaires et permanentes dans les Budgets ministériels. Cette métamorphose s'effectuera d'autant plus aisément pour l'allocation qui nous

occupe, que, d'après les intentions du Gouvernement, les archivistes adjoints du Département des Affaires Étrangères seront chargés d'attributions multiples, le jour où leur besogne spéciale sera mise au courant. Les affaires journalières n'absorberont pas tout leur temps; ils s'occuperont de traductions, de recherches historiques et politiques, etc.

Cette combinaison deviendra mauvaise si le personnel des archives est trop nombreux. Pour des motifs différents, la division du travail n'est pas moins utile dans une administration que dans une usine. L'expérience a prouvé que souvent les fonctionnaires inférieurs, dont les attributions sont multiples ou mal définies, rendent peu de services.

Pénétré, avec raison, de la valeur du travail dont il a conçu le plan, le Gouvernement nous dira peut-être que si les Chambres ne lui donnent pas les ressources nécessaires, il leur laisse toute la responsabilité d'une entreprise avortée. Cet argument ne nous toucherait pas. En effet, si l'on reconnaissait plus tard que le crédit de 5,500 francs ne peut décidément suffire, il sera plus aisé d'y remédier que de ramener dans de justes proportions un crédit exagéré. D'ailleurs, la responsabilité, si elle existe, sera tout au moins partagée par le Gouvernement lui-même, qui prend l'initiative de cette mesure aujourd'hui seulement.

Pourquoi ne l'a-t-il pas proposée lorsqu'il soumettait aux Chambres, il y deux années à peine, un projet de réorganisation des services du Département? Il avait alors des vues toutes différentes. La section centrale appuie cependant la proposition qui vous est faite, Messieurs, mais en vous conviant à ne pas dépasser, pour ce nouveau crédit, le chiffre de 5,500 francs qui permettra de faire une expérience complète, si même la section centrale se trompe sur l'étendue du travail.

Pour le même article (Traitement du personnel des bureaux), le Gouvernement demande une somme de 50 francs, qui aurait dû figurer au Budget précédent, afin que l'allocation « représente la somme exacte des traitements alloués aux fonctionnaires du Département, conformément aux cadres déjà communiqués à la Législature. »

Enfin, la section a demandé au Gouvernement si le nouveau règlement de l'Administration centrale a été mis à exécution, si les bureaux ont été complétés et à quelle époque. Elle a reçu la réponse suivante :

« Le règlement organique de l'Administration centrale du Ministère des Affaires Étrangères a fait l'objet de l'arrêté royal du 14 décembre 1873 qui est en cours d'exécution. A l'époque de la publication de ce règlement un chef de bureau de la Direction de la chancellerie se trouvait en disponibilité pour motifs de santé; il a été rappelé à l'activité à partir du 1^{er} août dernier. Les cadres sont aujourd'hui au complet.

» Le Département des Affaires Étrangères ne s'est pas tenu à ces mesures; il croit aller au-devant du désir de la section centrale en mettant sous les yeux de celle-ci une série de dispositions adoptées dans le cours de l'année actuelle, savoir :

» Un règlement d'ordre intérieur pour les fonctionnaires et employés du Département;

- » Un règlement déterminant les examens à subir pour l'admission aux emplois vacants :
- » Un règlement concernant le concierge, les huissiers, messagers et gens de service :
- » Un règlement relatif au matériel de l'hôtel et des bureaux.
- » Il reste à faire un règlement pour le service des archives ; il sera formulé lorsque la Chambre aura statué sur les propositions qui lui sont soumises au sujet de cette branche de l'administration. »

Dans le dessein de permettre à M. le Ministre « de faire rédiger ou traduire, en dehors de son Département, des ouvrages que les bureaux sont dans le cas de devoir fréquemment consulter et qui, à raison de leur nature et de leurs proportions, ne pourraient être demandés au personnel très-restreint de l'Administration. » le projet de Budget propose une nouvelle rédaction de l'article 3 ; au lieu d'*achat de livres et de cartes*, on dira : *achat d'imprimés, de manuscrits et de cartes.*

CHAPITRE II.

LÉGATIONS.

La section centrale a posé à M. le Ministre plusieurs questions. que nous reproduisons, avec les réponses qu'elle a reçues :

QUESTIONS.	RÉPONSES.
L'envoyé belge en Chine a-t-il remis ses lettres de créance ?	M. E. Serruys a remis ses lettres de créance à l'Empereur de la Chine le 31 août 1874.
Quel est l'état de nos relations commerciales avec la Chine et le Japon ? Peut-on en apprécier l'importance ?	<p data-bbox="805 1402 1321 1603">Le Gouvernement a eu l'occasion, à diverses reprises, de faire connaître à la Législature, l'importance des relations commerciales avec la Chine et le Japon. Il a pris ce soin, notamment, lorsqu'il a proposé la création de postes diplomatiques dans l'Extrême-Orient.</p> <p data-bbox="805 1603 1321 1895">Quand il s'est agi de justifier l'adjonction d'ingénieurs à nos missions en Chine et au Japon, il a développé un ensemble de considérations qui sont insérées dans le rapport de la section centrale sur le projet de Budget du Ministère des Affaires Étrangères pour l'exercice 1875. Les idées et les faits sur lesquels le Gouvernement s'est appuyé n'ont rien perdu de leur exactitude ou de leur intérêt.</p> <p data-bbox="805 1895 1321 1964">Il est impossible de donner une statistique exacte du mouvement total des affaires en Chine</p>

QUESTIONS.

Est-ce qu'une Légation sera bientôt établie définitivement en Suisse ?

RÉPONSES.

et au Japon (¹). On sait que, dans le premier de ces États, le commerce extérieur dépasse un milliard de francs, et que la navigation des ports ouverts aux étrangers atteint sept à huit millions de tonnes. Au Japon, le service des douanes n'est pas encore organisé de manière à permettre de citer des chiffres certains et complets.

Le nouveau Ministre de Belgique en Chine, dans une lettre qui a fourni les éléments de la note présentée pour justifier l'adjonction d'un interprète à la Légation de Pékin, émet l'avis que l'ouverture du vaste marché de la Chine peut être espérée dans un avenir peu éloigné.

En attendant que notre industrie soit appelée à prendre part à de grandes entreprises au Japon, notre Ministre a déjà signalé des opérations déterminées qui promettent des résultats favorables et qui auront, en outre, pour effet de jeter les bases de relations nouvelles. Par ces premiers essais, nos industriels auront pu se rendre compte des ressources de ce marché.

Le Gouvernement se permettra de présenter, en terminant, deux observations :

Notre Ministre en Chine a été frappé, dès son arrivée à Pékin, de la vérité des informations que le Gouvernement avait réunies. Il partage l'avis que pour nous créer une place sur ce grand marché, lorsqu'il viendra à s'ouvrir plus complètement, il faut s'y préparer à l'avance et prendre, en temps opportun, les mesures nécessaires.

La situation des marchés européens est telle, et la concurrence y devient si difficile, que personne ne saurait contester l'utilité et même l'urgence de chercher, surtout pour nos grandes industries, de plus lointains débouchés. La plupart des autres États obéissent, comme nous, à cette pensée de prévoyance économique.

La note préliminaire du Budget pour 1874 porte :

« Le Gouvernement serait amené à établir
» une Légation définitive à Berne, si la Suisse
» créait une mission à Bruxelles. »

(¹) *Le Moniteur belge* du 6 octobre 1873 et le *Tableau général du commerce avec les pays étrangers pour l'année 1873*, publié par le Ministère des Finances, p. XVI, ne font aucune mention de nos relations avec le Japon et confondent dans un même chiffre le mouvement du commerce avec l'Inde anglaise, Singapour et la Chine.

Il serait utile que, dans ces relevés, un texte spécial fût consacré à la Chine ainsi qu'au Japon.

QUESTIONS

RÉPONSES.

Pour quelles raisons les relations diplomatiques avec le Mexique ne sont-elles pas encore rétablies?

Cette éventualité ne s'est point encore réalisée, mais l'intention du Gouvernement reste la même.

La situation du Mexique ne paraît pas s'être sensiblement modifiée depuis l'année dernière: en la représentant comme offrant toute sécurité, le Gouvernement craindrait d'induire les commerçants et les industriels belges en erreur. Il doit se montrer d'autant plus circonspect que ni la France, ni la Grande-Bretagne, dont les intérêts au Mexique sont bien autrement considérables que les nôtres, n'ont encore rétabli leurs relations officielles avec ce pays. Le Gouvernement du Roi est attentif aux pourparlers qui ont été ouverts entre divers Etats et le Mexique en vue de modifier cette situation.

La section centrale a posé cette dernière question à la demande de la 3^e section. Elle croit que les considérations produites par le Gouvernement et par un membre de la section centrale, dans la discussion du Budget de 1873 (*), justifient aujourd'hui encore la résolution d'ajourner le rétablissement de nos relations officielles avec le Mexique.

Le Gouvernement propose d'élever de 6.500 à 8.500 francs le traitement du premier secrétaire des Légations d'Italie et des Pays-Bas. Il invoque un précédent déjà ancien, à l'appui de cette augmentation: « Lorsque les traitements des chefs de mission de Berlin et de Vienne ont été portés à 58,000 francs, ceux des conseillers ou secrétaires ont été fixés à 8,500 francs, parce que la plupart des motifs, qui justifiaient une augmentation en faveur des premiers, militaient aussi pour que la position des seconds fût améliorée. La même mesure n'a pas été prise à l'égard des conseillers ou secrétaires des Légations en Italie et dans les Pays-Bas, lorsque le traitement des chefs de ces missions a été porté à 58,000 francs. »

La note nominative des imputations faites en 1875 sur l'art. 29 (Indemnité à quelques secrétaires et attachés de Légation) sera déposée sur le bureau pendant la discussion.

CHAPITRE III.

CONSULATS.

Le Gouvernement a communiqué à la section centrale la note nominative des traitements des agents consulaires et des indemnités accordées à quelques

(*) Chambre des Représentants, séance du 17 mai 1875.

agents non rétribués en 1873. Elle sera déposée sur le bureau pendant la discussion.

L'allocation portée à cet article est restée la même qu'au Budget de 1874. Nous avons témoigné le désir de connaître la répartition projetée pour 1875.

« Le Gouvernement, répondit M. le Ministre, se propose de maintenir la répartition de cette allocation telle qu'elle a été indiquée à la section centrale chargée de l'examen du Budget du Ministère des Affaires Étrangères pour l'exercice 1874.

» Le consulat général dans l'Inde anglaise est resté vacant depuis la nomination du titulaire en qualité de Ministre résident en Chine. Le Gouvernement n'a pas encore fait choix d'un nouveau titulaire.

» Il y aura lieu d'ailleurs de décider si Bombay doit être conservé comme résidence de notre agent ou s'il n'y aurait pas avantage à transférer le siège du consulat général dans une autre localité. Ces questions font l'objet d'un examen qui n'est pas terminé »

La 2^e section demande si le traitement d'un consul à Luxembourg est maintenu, ajoutant qu'elle le considère comme inutile.

A cette question, M. le Ministre a répondu :

« Le consulat de Belgique à Luxembourg n'a pas été supprimé jusqu'à présent. Les motifs qui ont donné lieu au maintien de ce poste ont été soumis à l'appréciation de la Chambre dans la discussion du Budget de 1874 et n'ont pas cessé d'exister. »

A diverses reprises, le Gouvernement, cédant aux représentations que lui faisaient les sections centrales, qui ont examiné les Budgets des Affaires Étrangères, et la Chambre elle-même, a pris l'engagement de transformer le consulat de Luxembourg en un poste non rétribué.

« Ainsi que l'assurance en a été donnée à la Chambre, le consulat rétribué à Luxembourg sera supprimé, » disait la note préliminaire du Budget de 1874. Mais quelques mois plus tard le Gouvernement remit à la section centrale une note annonçant qu'il ajournait de nouveau cette mesure. Il ne la croyait pas opportune, au moment où des questions qui mettaient en jeu de très-grands intérêts belges étaient encore pendantes dans le Grand-Duché: il citait notamment l'affaire des minières, celle des chemins de fer et l'érection de nouveaux établissements métallurgiques. Les raisons que faisait valoir M. le Ministre des Affaires Étrangères ne parurent pas concluantes à la majorité de la section centrale, qui proposa de conserver seulement un consul ordinaire dans cette résidence.

Dans la séance de la Chambre du 10 décembre 1873, le rapporteur, qui avait fait partie de la minorité dans cette question, fit valoir que le Gouvernement n'entendait pas revenir sur la décision prise, mais demandait un simple ajournement jusqu'à l'époque prochaine où le consulat du Grand-Duché ne rendrait plus de services sérieux. D'ailleurs, le nouvel exercice allait s'ouvrir; il était trop tard pour trouver l'occasion de tout concilier,

en replaçant ailleurs le titulaire du consulat de Luxembourg, et atteindre ainsi le but proposé, sans frapper ce fonctionnaire. Pour ces raisons, il demanda à la Chambre de voter le crédit, tout en prenant acte de la déclaration que M. le Ministre des Affaires Étrangères avait faite à la section centrale.

L'honorable Ministre demanda également à la Chambre « de maintenir *pour cette année* le consulat de Luxembourg, » et répondant à une interruption de l'honorable M. Rogier : « Pourquoi le supprimez-vous l'année prochaine ? » il ajouta : « Si les circonstances restent les mêmes, le Gouvernement ne supprimera pas encore l'année prochaine ce consulat. Nous en demanderons le maintien, tant que des intérêts majeurs pour le pays devront être défendus dans le Grand-Duché. »

Posée de nouveau à la section centrale, cette question y a fait l'objet d'un sérieux examen. La majorité a été frappée des hésitations du Gouvernement, des déclarations contradictoires, successivement faites depuis quelques années.

La détermination annoncée par la note préliminaire du Budget de 1874 est retirée pendant la discussion en section centrale, pour des motifs qui n'étaient pas nouveaux, il faut bien le dire; l'honorable Ministre demande à la Chambre un dernier ajournement et ne fait de réserve que dans une sorte de post-scriptum. Aujourd'hui, il déclare simplement que la situation n'a pas changé et propose de temporiser encore.

Ne faut-il pas tenir compte aussi de ce fait qu'aucune autre puissance n'a d'agent dans le Grand-Duché⁽¹⁾, tandis que la Belgique y entretient un consul qui lui a coûté fr. 8,999 92^{cs} en 1873?

Par quatre voix et une abstention, la section centrale a maintenu l'avis qu'elle avait émis déjà l'an dernier, c'est-à-dire qu'elle propose à la Chambre de supprimer le consulat rétribué de Luxembourg, sans réduire cependant le chiffre de l'allocation à l'article 30. Les fonds disponibles pourront servir à améliorer la position de quelques agents ou à pourvoir à la création d'un poste plus utile.

La section centrale émet le vœu que le Gouvernement examine sérieusement si des consulats rétribués sont nécessaires à Cologne, ville rapprochée de nos frontières, où l'on trouverait sans doute des chefs de maisons importantes pour remplir gratuitement ces fonctions, et en Sicile, dont le commerce est bien connu. Enfin, elle se demande si le moment ne serait pas venu de changer de nouveau la résidence de notre consul rétribué aux États-Unis; cet agent habite la Nouvelle-Orléans depuis plusieurs années déjà.

⁽¹⁾ *Almanach de Gotha* 1874, p. 696.

CHAPITRE IV.

FRAIS DE VOYAGE.

Les Frais de voyage des agents du Département des Affaires Étrangères et les traitements de disponibilité des agents diplomatiques et consulaires ont été fixés par un arrêté royal du 12 mai 1874. Le texte de cet arrêté a été communiqué à la section centrale.

L'état nominatif des frais de voyage des agents du service extérieur et de l'Administration centrale, frais de courrier, estafettes et courses diverses, en 1873, sera déposé sur le bureau pendant la discussion. Ces dépenses ont monté à fr. 400,160 05 c^s; le total des allocations disponibles était de fr. 404,495 98 c^s.

CHAPITRE V.

DÉPENSES DIVERSES RELATIVES AUX LÉGATIONS ET AUX CONSULATS.

Le projet de Budget porte un crédit nouveau de 5,000 francs aux charges extraordinaires et temporaires, pour compléter le traitement d'un chancelier à Constantinople. La section centrale, à propos de cette allocation, a transmis au Gouvernement l'observation et la question suivantes :

« D'après la note préliminaire, le chancelier de la Légation du Roi à Constantinople a reçu l'assurance que ses émoluments s'élèveraient à 14,000 francs; son traitement fixe est de 8,000 francs et le produit des taxes qu'il touche est évalué à 2,000 francs. Une majoration de 4,000 francs seulement serait donc nécessaire pour cet article, tandis que le Gouvernement propose 5,000 francs.

» A quel chiffre s'élevait le casuel pendant les dernières années de l'exercice du précédent fonctionnaire?

M. le Ministre a donné les explications qui suivent :

« La Chambre sait déjà dans quelles circonstances le Gouvernement a été appelé à réorganiser la chancellerie et le consulat annexés à la Légation du Roi à Constantinople.

» La note préliminaire du Budget indique les conditions financières auxquelles le Département a pu traiter avec la certitude de donner aux intérêts que nos compatriotes ont à débattre en Orient ces garanties et cette protection qu'ils sont en droit d'attendre de leur Gouvernement.

» Les émoluments dont la recette est assurée au titulaire de ce poste doivent monter à 14,000 francs par an, et moyennant cette somme il est tenu de pourvoir à tous les besoins du service.

» Dans ce chiffre le casuel était évalué comme pouvant s'élever à fr. 6,000 par an. Le Gouvernement, ne possédant pas de données certaines à cet égard,

s'en était rapporté à des indications qui lui avaient été fournies, mais il s'est trouvé que ces indications concernaient des années où les recettes avaient été considérablement grossies par suite de désastres financiers et autres dont le consul-chancelier avait eu à connaître.

» Ainsi, l'année 1869 avait produit 3,642 francs et l'année 1870 3,696 francs.

» Mais, pendant l'année 1873, les recettes de la chancellerie ne se sont élevées qu'à 2,430 francs et en 1872 elles ne montaient qu'à 1,369 francs.

» Le chiffre de 2,000 francs, cité dans la note préliminaire, est une moyenne à laquelle, dans les années normales, le casuel de la chancellerie de la Légation à Constantinople peut atteindre.

» Le Gouvernement a prévu le cas où, comme en 1872, il ne monterait pas à ce chiffre et c'est pour ce motif que le crédit porté dans la colonne des charges extraordinaires a été fixé à 3,000 francs. »

Des renseignements que l'on vient de lire, il semble résulter qu'une forte partie au moins de cette allocation serait mieux à sa place à la colonne des charges ordinaires et permanentes.

Un nouveau crédit de 6,000 francs, sollicité pour le traitement d'un élève interprète, attaché à notre Légation en Chine, fait l'objet d'une longue note explicative des amendements au Budget. Nos relations avec l'Extrême-Orient ont pour le commerce national une importance, qui justifie cette dépense. Les Chambres ont accueilli avec faveur d'autres mesures du même genre, qui paraissent le complément utile de nos Légations à Pékin et à Yeddo.

L'allocation pour les frais de chancellerie est de 20,000 francs comme les années précédentes. En 1873, fr. 17,332 64^{cs} ont été imputés sur ce crédit, savoir fr. 1,999 92^{cs} pour chacune des Légations d'Allemagne, d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, d'Italie, des Pays-Bas, de Russie et de Turquie; fr. 999 96^{cs} pour la Légation du Japon et fr. 333 32^{cs} pour celle de la Chine.

CHAPITRE VI.

MISSIONS EXTRAORDINAIRES, TRAITEMENTS D'INACTIVITÉ ET DÉPENSES IMPRÉVUES.

L'allocation disponible était de 60,640 74^{cs} en 1873, et les dépenses ont monté à fr. 58,661 06^{cs}, d'après la note nominative des dépenses, qui sera déposée sur le bureau pendant la discussion.

CHAPITRE VII.

COMMERCE, ÉMIGRATION.

La section centrale a demandé au Gouvernement s'il avait pris un parti pour la réorganisation des Chambres de commerce. Il lui a été répondu qu'un projet de loi serait présenté dans le courant de la session actuelle.

L'allocation portée à l'article 39, pour frais divers et encouragements au commerce, reste portée à 42.800 francs. Le total des imputations en 1873 est de 23.330 francs seulement; la note nominative des dépenses a été communiquée à la section centrale. Une exploration au Japon et les indemnités accordées à la Légation de Yeddo, pour renseignements et travaux ayant pour objet de développer le commerce de la Belgique avec cet empire, figurent pour 10,700 francs dans le chiffre que nous venons de citer.

Le service de l'émigration a-t-il fait l'objet d'un règlement? A cette question, M. le Ministre a répondu dans les termes suivants :

« En 1872 le Gouvernement a institué à Anvers une commission d'hommes spéciaux chargée de rechercher les moyens les plus efficaces d'attirer dans les ports belges le courant de l'émigration allemande.

» Cette commission, après des discussions approfondies, a formulé ses propositions dans un projet de règlement qui a reçu l'approbation du Gouvernement. Toutefois il n'est pas intervenu jusqu'ici d'arrêté royal parce que certaines dispositions de ce règlement doivent être consacrées par une loi.

» La Chambre a été saisie, dans la dernière session, d'un projet tendant à autoriser le Gouvernement à décréter les mesures qui lui ont été soumises. Dès que cette loi sera votée, le règlement entrera en vigueur. »

Le service de l'émigration a coûté fr. 10,515 96 c^s en 1873; le Gouvernement nous a communiqué le détail des imputations :

Inspection	fr.	900	»
Commissariat du Gouvernement et bureau de renseignements		5,999	96
Service médical (4 mois)		1,700	»
Expertise et surveillance		1,916	»
TOTAL DES IMPUTATIONS.		fr.	10,515 96

CHAPITRE VIII.

PENSIONS, SECOURS ET DÉPENSES ARRIÉRÉES.

L'allocation monte à 7,300 francs comme au précédent Budget; elle est adoptée sans observation.

Par cinq voix contre une, la section centrale a l'honneur de proposer à la Chambre de voter le Budget des Affaires Étrangères, fixé à la somme de 1,614,030 francs. Le membre opposant a déclaré qu'il adoptait le chiffre du projet de Budget, montant avec les amendements à 1,619,030 francs.

Le Rapporteur,
PEFY DE THOZÉE.

Le Président,
THIBAUT.